

Burundi : Consultations tous azimuts sur la nouvelle CENI

RFI, 11 septembre 2012 Burundi : tollé au Parlement à l'annonce par le pouvoir des membres de la nouvelle CENI Le mandat de la CENI, Commission électorale nationale indépendante, qui a organisé les élections tré contestées de 20 prend fin officiellement le 11 septembre. Le pouvoir burundais avait donc engagé des consultations secrètes avec les principales forces politiques du pays pour tenter de trouver un consensus en vue d'organiser des élections cette fois apaisées. Lundi, il avait convoqué une session spéciale du Parlement pour qu'il approuve une liste de membres de cette commission, provoquant un tollé général. Le président de l'ADC, la grande coalition de l'opposition burundaise a déclaré qu'il a appris que le Parlement allait approuver une CENI fort éloignée de ce qui avait été convenu. L'once Ngendakumana a donc organisé une conférence de presse impromptue le 10 septembre, afin de dénoncer l'« escroquerie politique orchestrée par le pouvoir Cnnd-FDD ». « Si le Parlement s'engage sur cette voie non concertée, il sera responsable des conséquences fâcheuses, qui découleront de ce coup de force parce qu'ils auront condamné le peuple burundais à rester éternellement dans des conflits cycliques ». Mais députés et sénateurs ont attendu pendant des heures une plénière qui n'a finalement pas eu lieu. L'Uprona, principal parti issu de la minorité tutsie, a rejeté une liste qui comprenait des noms de personnalités tré contestées, notamment le président de l'actuelle CENI, Pierre-Claver Ndayicariye, accusé par l'opposition d'être à l'origine du fiasco électoral de 2010. L'Uprona a demandé de nouvelles consultations avant de passer au vote, ce qu'il a obtenu du Cnnd-FDD, le parti au pouvoir au Burundi, qui ne pouvait pas se permettre de passer en force même s'il est ultra-majoritaire au Parlement. Le président de l'Uprona, Bonaventure Niyoyankana a déclaré : « Les consultations continuent pour que les noms qui figurent sur cette liste soient en fait des noms qui peuvent encourager tous les acteurs politiques à participer aux élections de 2015 ». La réponse est tré attendue car la nouvelle CENI doit être mise en place ce mardi 11 septembre.